



NON aux coupes budgétaires dans le domaine des addictions

Communiqué de presse: Berne, le 15 mai 2025

Les mesures d'économie adoptées par le Conseil fédéral et le Parlement entraînent des coupes massives à l'OFSP. Dans le domaine des maladies non transmissibles (MNT) et des addictions, presque un quart du budget 2025 a été coupé. Alors que les problèmes sont déjà en augmentation, ces décisions sont irresponsables: toute baisse dans la lutte contre les addictions entraînera une hausse des problèmes et de coûts qui risquent de dépasser largement les économies. Les organisations spécialisées du domaine des addictions en Suisse tirent la sonnette d'alarme: Non, ce n'est pas le moment de faire des coupes budgétaires dans le domaine des addictions. En ce jour, une pétition nationale est lancée.

Actuellement, on estime qu'en Suisse, environ 250'000 personnes vivent avec une dépendance à l'alcool, plusieurs centaines de milliers aux cigarettes et aux autres produits à base de nicotine et des dizaines de milliers de personnes consomment quotidiennement des drogues illégales. La consommation de substances entraîne chaque année plus de 11'000 décès évitables. Environ 300'000 adultes ont un comportement problématique face aux jeux d'argent. Ainsi, les addictions génèrent chaque année près de 8 milliards de francs de dommages économiques et sociaux pour la Suisse.

Baisse des dépenses rime avec augmentation des coûts

La prévention a fait ses preuves et contribue à réduire cette souffrance et ces coûts: une étude suggère que pour chaque franc investi, 23 francs sont économisés en coûts indirects dans le domaine de l'alcool, et même 41 francs dans le domaine du tabac ([Jeanrenaud 2010](#)). Or, sous couvert d'«économies», il a été décidé de supprimer environ 2 millions de francs à la prévention des MNT et des addictions, soit presque un quart du budget 2025. Cela entraînera inévitablement un renforcement des problèmes d'addictions, beaucoup de souffrance pour les personnes concernées et leurs proches, ainsi qu'une augmentation des coûts économiques, qui seront plusieurs fois supérieurs à la somme économisée par les coupes.

Il est également prévu de réduire fortement voir supprimer les enquêtes auprès de la population, sur les prévalences de consommations et les comportements (notamment

jeux de hasard et d'argent), ce qui privera la prévention d'informations sur l'ampleur et le contour des problèmes. La prévention des addictions devient ainsi un exercice réalisé à l'aveugle.

Crise du crack, menace du fentanyl et autres enjeux: la situation n'est pas bonne

De manière générale, la santé psychique se dégrade chez les jeunes, les prévalences de consommation stagnent voire augmentent selon les substances et les âges, et de nouveaux produits – légaux et illégaux – arrivent sans cesse sur le marché. Les addictions comportementales sont également en augmentation, renforcées par des applications conçues pour favoriser l'addiction. Entre pressions à la performance et à la consommation, hausse des coûts de la vie et du stress, nous vivons une période de crises multiples qui mettent la population et les personnes concernées à rude épreuve.

De plus, les villes et les professionnel-le-s du champ des addictions sont face à une situation de grande tension sur le terrain, qu'ils n'ont plus vécue depuis trente ans: cela concerne la crise du crack, l'augmentation de la précarité des personnes concernées, de leurs comorbidités psychiatriques et difficultés socio-sanitaires, du nombre de demandes d'aide et de la complexité des situations à accompagner. Un autre défi futur est la menace potentielle que représentent les opioïdes synthétiques (par ex. fentanyl) pour la Suisse. Pour faire face à ces évolutions, il faut une Stratégie Addictions prévoyante et les moyens financiers correspondants. Faire des économies dans ce domaine revient à perdre le contrôle et à faire supporter les conséquences aux personnes concernées et à l'ensemble de la société.

Au-delà des coupes budgétaires, nos organisations déplorent également l'absence de vision stratégique du Conseil fédéral sur ces questions d'addiction. Dans les années 1990, alors que la Suisse connaissait une grave crise liée à la consommation d'héroïne, le Conseil fédéral s'est impliqué et a cherché des solutions avec les acteurs de terrain, les scientifiques, les cantons et les villes. Cette réactivité a permis la naissance de la politique des quatre piliers et la sortie de la crise.

Pas de coupes, renforcer la Stratégie et lancement d'une pétition

Aujourd'hui, les organisations spécialisées du domaine des addictions tirent la sonnette d'alarme: ce n'est pas le moment de couper les budgets dans le domaine des addictions. Au contraire, nous avons plutôt besoin de renforcer les stratégies et les moyens alloués à la lutte contre les addictions. Pour faire face aux enjeux actuels, il nous faut une politique fédérale ambitieuse avec une vision stratégique claire. Malheureusement, cet exercice de coupes budgétaires n'est pas limité à l'année 2025 et le Conseil fédéral prévoit d'ores et déjà des coupes supplémentaires pour les années à venir, notamment dans le cadre de son programme d'allègement budgétaire 2027.

A une époque où les défis dans le domaine des addictions sont omniprésents, c'est une erreur de mettre en œuvre des mesures d'économie et d'ignorer la grande expérience acquise par la politique et la science des addictions au cours des 40 dernières années. Pour donner du poids à cette revendication, nous lançons aujourd'hui une pétition auprès des professionnels et de la population.

Contacts:

Français:

- Camille Robert, Co-secrétaire générale du GREA, 078 891 39 41
- Tania Séverin, Directrice d'Addiction Suisse, 021 321 29 67

Deutsch:

- Facia Marta Gamez, Co-Generalsekretärin Fachverband Sucht, 076 830 20 65
- Christina Messerli, Bereichsleiterin Beratung und Therapie, Berner Gesundheit, Mitglied der Geschäftsleitung Fachverband Sucht, 079 379 86 61
- Toni Berthel, Präsident der Schweizerische Gesellschaft für Suchtmedizin SSAM, 079 232 47 57

Italiano:

- Marcello Cartolano, Presidente di Ticino Addiction, 076 423 78 44

